



## **UGANDA**

# **FORMULAIRE TECHNIQUE POUR LA PRÉSENTATION D'UN CAS**

### **Chapitre I – Caractéristiques du Cas**

#### **1. Organisation(s) ou groupe(s) responsable(s) de la présentation du cas**

NAPE, Amis de la Terre – Ouganda

#### **2. Nom de l'entreprise et/ou du consortium mis en cause.**

Green Resources AS (GRAS) et sa filiale ougandaise, Busoga Forestry Company Ltd (BFC). BFC a deux plantations en Ouganda : Bukaleba à Mayuge et Kachung dans le district de Dokolo ainsi qu'un site industriel Masese dans le district de Jinja.<sup>1</sup>

### **Chapitre II – Caractéristiques de l'entreprise / Consortium**

GRAS possède et gère un groupe d'entreprises de plantations en Mozambique, en Tanzanie et en Ouganda d'une superficie d'environ 38 000 hectares de zone plantée.<sup>2</sup> Il s'agit d'une entreprise privée norvégienne avec le numéro d'entreprise 975 879 968, enregistrée à Oslo en Norvège. En 2016, GRAS a déménagé son siège social de Londres au RU à Dar Es Salaam en Tanzanie.<sup>3</sup> La filiale BFC de GRAS en Ouganda a ses bureaux à Jinja. BFC a été créée en 1996 et est détenue à 100 % par GRAS. En juin 2019, elle gère 6 203 hectares de plantation d'eucalyptus et de pin en Ouganda – qui font partie d'une zone totale d'activités de GRAS de 34 913 hectares dans les trois pays évoqués.<sup>4</sup> BFC a reçu un bail de 50 ans pour 11 864 hectares de plantations en Ouganda avec des licences, octroyées par l'Autorité forestière nationale, pour la foresterie de plantation dans des réserves forestières, y compris la reforestation de terres « dégradées » et l'entretien des terres à des fins de conservation.

GRAS a été créée par Mads Asprem en 1995, à cette date sous le nom Fjordgløtt, avant un changement en son nom actuel en 1996. Mads Asprem est un ancien membre suppléant du parlement norvégien pour le parti conservateur (Høyre). Le rapport annuel 2013-2014<sup>5</sup> de GRAS mentionne que GRAS avait plus de 80 actionnaires lorsqu'elle a été créée avec un capital majoritairement norvégien, ayant commencé ses activités en Afrique en 1996. Des informations récentes d'Orbis montrent que la plus grande partie des actionnaires de GRAS sont basés en Norvège, excepté Unicredit Bank Austria AG qui, selon Orbis, est le deuxième actionnaire (9,46 %) après la participation majoritaire (50,62 %) du gouvernement norvégien par le biais de son fonds de placement privé Norfund.<sup>6</sup> Contrairement aux données d'Orbis, le rapport annuel 2019<sup>7</sup> de GRAS déclare que le 30 juin 2019, Norfund et donc le gouvernement norvégien détenait une participation de 67 %. Il indique ultérieurement qu'en octobre 2019, le fonds Finnfund financé par le gouvernement finlandais avait acheté à Norfund des actions dans Green Resources, augmentant la participation de Finnfund dans l'entreprise de zéro à 25 % et réduisant la participation de Norfund de 67 % à 42 %, ce qui a fait des gouvernements norvégien et finlandais les principaux investisseurs dans GRAS.

<sup>1</sup> Busoga Forest Company (2020) Management plan summary 2020-2025, [http://greenresources.no/wp-content/uploads/2020/09/BFC\\_Management-Plan-Summary-2020-2025.pdf](http://greenresources.no/wp-content/uploads/2020/09/BFC_Management-Plan-Summary-2020-2025.pdf)

<sup>2</sup> <https://greenresources.no/about/>

<sup>3</sup> GRAS, 2017, Environmental and Social Impact Report 2016, page 6

<sup>4</sup> Note that GRAS does not provide documents for BFC Uganda and BFC is not included in its corporate structure in Orbis. Orbis shows Lango Forestry Company Ltd as Norwegian based, whereas GRAS lists it as an Ugandan registered company in its annual report for 2019. Green Resource AS, Annual report 2019, <http://greenresources.no/wp-content/uploads/2019/12/Green-Resources-Annual-Report-2019.pdf>

<sup>5</sup> Green Resources AS, 2015. Annual Report 2013-2014

<sup>6</sup> Orbis Green Resources, accessed 26 February 2020

## Chapitre III – Argumentation générale du Cas

Des milliers d'Ougandais ruraux ont été expulsés pour céder la place aux plantations ou se sont vu interdire l'utilisation des terres depuis l'arrivée de GRAS dans la zone en 1996 (Bukaleba) et en 1999 (Kachung). Les moyens de subsistance des personnes vivant dans les villages adjacents à la Réserve forestière de Kachung dans le district de Dokolo ont été gravement mis en danger, car elles ont perdu l'accès aux terres qu'elles utilisaient pour l'agriculture, la pâture et la collecte d'aliments sauvages et de bois de feu.<sup>8</sup> Le gouvernement a donné à GRAS des terres sur lesquelles des communautés vivaient et qu'elles utilisaient pour assurer leurs moyens de subsistance.

Alors que GRAS était censée développer les terres qui étaient libres de toute charge (libres d'autres revendications), cette entreprise a procédé au développement des terres au milieu des protestations des communautés.

La communauté à Bukaleba est principalement composée d'agriculteurs et de bergers. Les communautés luttent pour trouver des zones où elles peuvent cultiver des aliments et faire paître leur bétail, tout en accédant à des infrastructures éducatives et sanitaires, par exemple. Ce cas veut porter plainte contre le travail de GRAS à Bukaleba et à Kachung aux dépens des souffrances des communautés.

En 2008, un groupe d'environ 300 membres de communautés a traduit l'entreprise devant les tribunaux en exigeant une compensation pour la perte de terres, ce qui n'était toujours pas résolu après plus de 10 ans. En Ouganda, la majorité des terres est détenue conformément au droit coutumier. Les terres sont donc héritées selon le droit coutumier et il est très difficile de prouver la propriété devant des tribunaux, car l'étendue est évaluée en utilisant les connaissances des anciens et des gardiens.

Les lois qui ont été enfreintes incluent l'article 237 de la constitution de la République d'Ouganda, qui énonce que la terre appartient aux citoyens de l'Ouganda et le paragraphe 1 de l'article 26, qui protège le droit de détenir une propriété soit individuellement, soit en association avec d'autres personnes, par exemple des groupes de personnes qui détiennent des terres en commun.

La loi foncière a également été violée, laquelle déclare qu'en vertu de l'article 237 de la constitution, la totalité des terres en Ouganda appartient aux citoyens de l'Ouganda et sera détenue conformément aux régimes de propriété foncière suivants — (a) le droit coutumier ; (b) la pleine propriété ; (c) le régime mailo (découlant de l'époque coloniale et spécifique au Royaume du Buganda et (d) le bail. Alors que les personnes vivaient sur les terres avant l'entrée en vigueur de la constitution de 1995 de la République d'Ouganda, et sont donc des occupants de bonne foi, le gouvernement a donné leurs terres sans que les communautés se voient attribuer l'option de détenir les terres en question, comme l'exige la loi, avant de les céder à bail à GRAS. Même si GRAS reconnaît les problèmes fonciers des communautés, elle soutient le contrôle strict des empiètements « illégaux » par les membres des communautés et rejette toute la responsabilité sur le gouvernement. On en veut pour seul exemple la réponse aux parties prenantes plaidant pour l'accès aux terres afin d'assurer leurs moyens de subsistance: « *La direction reconnaît le problème de la pénurie des terres dans la zone et le besoin des populations de produire des aliments, mais note qu'en vertu de la loi nationale de 2003 sur la foresterie et la plantation d'arbres, la production de cultures dans une réserve forestière est interdite* ».<sup>9</sup>

## Chapitre IV – Impacts : Violations des droits des peuples et destruction de l'environnement

L'Oakland Institute a documenté et rapporté plusieurs impacts sur des milliers de personnes dans les villages adjacents en 2014 et 2019. Les principaux problèmes étaient des violations de droits et des impacts sur des moyens de subsistance en raison des appropriations de terres et des expulsions qui en ont découlé, ainsi que des limitations de l'accès aux zones de pâturage et de collecte de ressources forestières. Les personnes qui ont maintenu leurs terres et l'agriculture autour des plantations ont subi des impacts négatifs sur leur production, potentiellement à cause de l'utilisation de pesticides et d'autres impacts environnementaux des plantations

<sup>7</sup> Green Resource AS, Annual report 2019, <http://greenresources.no/wp-content/uploads/2019/12/Green-Resources-Annual-Report-2019.pdf>

<sup>8</sup> The case of GRAS plantations in Uganda has been extensively researched and documented by independent media, as well as Oakland Institute: Oakland Institute (2014) *The Darker Side of Green*, <https://www.oaklandinstitute.org/darker-side-green> & Oakland Institute (2017) *Carbon Colonialism*, [https://www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/uganda\\_carbon\\_colonialism.pdf](https://www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/uganda_carbon_colonialism.pdf) & Oakland Institute (2019) *Evicted for Carbon Credits*, [https://www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/evicted-carbon\\_0.pdf](https://www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/evicted-carbon_0.pdf)

<sup>9</sup> SGS (2018) FSC Audit report SGS-FM/CoC-008691, page 51, <http://fsc.force.com/servelet/servelet.FileDownload?file=00PF300000t135LEAQ>

ont subi des impacts négatifs sur leur production, potentiellement à cause de l'utilisation de pesticides et d'autres impacts environnementaux des plantations en monoculture. Les communautés signalent une pollution des terres et des cours d'eau résultant des produits agrochimiques utilisés par les entreprises dans les plantations forestières, ce qui aurait entraîné des pertes de récolte et des morts de bétail. Durant un contrôle par le FSC (Conseil de bonne gestion forestière), la réponse de l'entreprise aux préoccupations des parties prenantes a été:

« La direction note que les produits chimiques utilisés sont le glyphosate pour les mauvaises herbes et l'imidaclopride pour la lutte contre les termites, dont on croit qu'ils sont respectueux de l'environnement ».<sup>10</sup>

Alors que le glyphosate est interdit dans de nombreuses régions en raison de préoccupations sanitaires et environnementales.<sup>11</sup> Et que l'imidaclopride est interdit depuis 2018 dans l'UE, principalement pour cause d'impacts sur l'environnement et les pollinisateurs.<sup>12</sup> Les populations expulsées et celles qui essaient de continuer d'utiliser des terres cédées à GRAS signalent qu'elles font l'objet de violences physiques de policiers et de forces de sécurité privées. Les communautés souffrent actuellement d'insécurité alimentaire, et l'eau et le sol seraient pollués par des produits chimiques. Les communautés font face à une pénurie de pâturages et de terres agricoles. GRAS emploie plusieurs centaines de personnes, mais des communautés soulignent que l'emploi auprès de GRAS n'est pas stable. Elles affirment que lorsque des villageois sont employés, ils ne gagnent pas des revenus stables et suffisants pour assurer leurs moyens de subsistance tout au long de l'année, et que les salaires sont souvent en retard de paiement. Les personnes signalent également qu'elles doivent acheter de l'équipement de sécurité elles-mêmes.

L'entreprise a appliqué plusieurs stratégies pour légitimer ses actions avec le soutien d'organisations et de bailleurs internationaux. Dans son rapport 2019, l'Oakland Institute a clairement décrit comment GRAS utilise ses bonnes relations avec trois gouvernements scandinaves par le biais de leur aide diplomatique, financière (Norvège, Finlande) et en matière de crédits de carbone (Suède). Cependant, le soutien du côté de la Suède s'est amoindri en 2020 après des rapports sur des expulsions et sur d'autres impacts sur les droits de l'homme, environnementaux et sociaux en Ouganda.

BFC a obtenu en 2011 le certificat FSC Gestion forestière et Chaîne de contrôle pour les deux zones de plantation (9 134 hectares) en Ouganda. Ce certificat est toujours valide, malgré les problèmes persistants dans le domaine des droits de l'homme et les préoccupations environnementales. Le certificat a été renouvelé lors d'un contrôle en 2018 et avait auparavant été accrédité par l'organisme de certification SGS, mais est désormais entre les mains de la Soil Association. Un certificat Chaîne de contrôle séparé pour la scierie à Kasaali, l'usine de traitement de poteaux en bois à Masese et le point de vente de Railway Yard a été émis en 2020.<sup>14</sup>

La vente de crédits de carbone a également été un élément important du modèle commercial et des relations publiques de Green Resources concernant sa mission de lutte contre le changement climatique. Plusieurs organisations, sociétés de conseil et entreprises internationales ont favorisé ces activités, telles que l'organisme de certification carbone Verra. Le MDP, mécanisme de commerce du carbone du protocole de Kyoto, a validé les projets de GRAS.<sup>15</sup> Cependant, Green Resources n'a pas réussi à atteindre le statut de vérification de ses crédits de carbone selon les standards CCB (Climat, Communauté et Biodiversité) de Verra en Ouganda et en Mozambique.<sup>16</sup> En 2020, l'Agence suédoise de l'énergie a annulé les contrats d'achat de crédits de carbone à cause de rapports publics relatifs aux impacts des plantations industrielles sur les communautés en Ouganda, notamment des expulsions forcées.<sup>17</sup>

<sup>10</sup> SGS (2018) FSC Audit report SGS-FM/CoC-008691, page 51, <http://fsc.force.com/servlet/servlet.FileDownload?file=00Pf300000t135LEAQ>

<sup>11</sup> <https://www.baumhedlundlaw.com/toxic-tort-law/monsanto-roundup-lawsuit/where-is-glyphosate-banned/> (9 November 2020)

<sup>12</sup> [https://ec.europa.eu/food/plant/pesticides/approval\\_active\\_substances/approval\\_renewal/neonicotinoids\\_en](https://ec.europa.eu/food/plant/pesticides/approval_active_substances/approval_renewal/neonicotinoids_en) (9 November 2020)

<sup>13</sup> <https://info.fsc.org/details.php?id=a024000006wWlpAAM&type=certificate>

<sup>14</sup> <https://info.fsc.org/details.php?id=a02f300000m3EuKAAU&type=certificate>

<sup>15</sup> CDM project database, <https://cdm.unfccc.int/Projects/DB/DNV-CUK1380279225.53/view>

<sup>16</sup> Verra project registry: <https://registry.verra.org/app/projectDetail/CCB/1617>

<sup>17</sup> <https://redd-monitor.org/2020/03/11/the-swedish-energy-agency-has-stopped-buying-carbon-credits-from-green-resources-destructive-plantations-in-uganda/>, accessed 16th October 2020

## Chapitre V – Stratégies de résistance : Niveau local et national

### 1. Quelles stratégies de résistance les organisations sociales et les communautés affectées ont-elles adoptées sur le lieu d'exploitation de l'entreprise ?

L'Oakland Institute a mené des recherches et a documenté le cas en profondeur avec les communautés et la société civile. Il a organisé des actions de plaidoyer visant les bailleurs internationaux impliqués dans le cas, tels que le FSC, l'Agence suédoise de l'énergie et les gouvernements norvégiens et finlandais.

La NAPE (Association nationale des environnementalistes professionnels) a organisé une formation destinée aux communautés, après avoir mené une évaluation de la résilience et de la conservation communautaires. Elle a recueilli les voix communautaires sur les effets que le projet avait eus sur elles ainsi que leurs exigences vis-à-vis du gouvernement et de l'entreprise.

En 2018, une coalition d'ONG internationales et ougandaises a adressé au gouvernement ougandais, à l'entreprise et à l'Agence suédoise de l'énergie des pétitions leur demandant de cesser le financement du projet et de satisfaire aux exigences communautaires.<sup>18</sup> La presse suédoise a couvert le cas et a diffusé un documentaire sur l'une des chaînes de télévision suédoises.

### 2. Existe-t-il des preuves de l'influence et de l'emprise des entreprises qui ont joué un rôle contre les intérêts des personnes touchées ? Comment décririez-vous la relation de l'entreprise avec le gouvernement local / national ?

Il s'agit d'un programme, soutenu par les gouvernements norvégien, finlandais et ougandais, qui a pour but d'aborder le changement climatique en vendant des crédits de carbone et qui s'est avéré être une supercherie (ou fausse solution).

### 3. La société a-t-elle déposé une plainte contre le gouvernement - en utilisant le RDIE (système de règlement des différends entre investisseurs et États) ou d'autres mécanismes de règlement des différends, auprès du CIRDI et d'autres tribunaux - quel en a été le résultat ?

Non.

### 4. La société a-t-elle déposé une plainte ou pris d'autres mesures contre un organisme communautaire ou des militants communautaires ?

Aucune action n'a été engagée contre des communautés. Il existe des rapports de communautés faisant état d'intimidation par des employés de l'entreprise.

### 5. Quels sont les principaux obstacles à l'accès à la justice pour les communautés affectées ?

Les obstacles à l'accès à la justice incluent la dépense élevée pour engager les services d'un juriste spécialisé dans les questions de litiges fonciers. En Ouganda, le système judiciaire favorise les riches et les entreprises qui à leur tour adoptent deux approches : 1. Faire traîner l'affaire au tribunal durant un très long délai. « Justice différée est justice refusée ». Cette maxime vaut d'autant plus que les affaires judiciaires ont commencé en 2008 mais ne sont pas résolues depuis plus d'une décennie. 2. Comme la majorité des terres ougandaises visées par les investisseurs consiste soit en terres régies par un régime foncier coutumier, soit en terres publiques, les entreprises, après avoir pris possession des terres, en changent et détruisent délibérément les démarcations et les communautés ont dès lors beaucoup de mal à prouver devant les tribunaux la propriété de terres en droit coutumier.

## Chapitre VI – Contexte mondial : Politiques, acteurs, États et institutions et cadres nationaux/internationaux pertinents pour le cas

### 1. Quels sont les instruments internationaux officiels et/ou les déclarations internationales qui sont ignorés ou violés par l'entreprise accusée ?

La Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, la Déclaration universelle des Nations Unies des droits de l'homme, les normes de l'OIT, les DVGF (directives volontaires pour la gouvernance responsable des régimes fonciers) de la FAO, entre autres.

<sup>18</sup> <https://www.oaklandinstitute.org/letter-erik-knive-green-resources-non-compliance-swedish-energy-agency> (9 November 2020)

## **2. Quelles sont les institutions nationales et internationales qui facilitent l'entrée et le fonctionnement de cette entreprise / consortium ?**

Les institutions qui facilitent ceux-ci sont l'Autorité ougandaise des investissements, le ministère de l'Agriculture, de l'Industrie animale et de la Pêche, l'Autorité forestière nationale, le ministère du Commerce et des Investissements et le programme REDD+, entre autres. Les gouvernements norvégien (Norfund), finlandais (Finnfund) et suédois (Agence suédoise de l'énergie) par le biais de systèmes de financement, d'aide diplomatique et de crédits de carbone. Le FSC et les organismes de crédits de carbone (MDP des Nations Unies/ Verra/ Alliance Climat, Communauté et Biodiversité)<sup>19</sup> valident ou approuvent les projets en se fondant sur des contrôles erronés.

## **3. L'entrée de l'entreprise dans le pays a-t-elle été facilitée par les politiques des institutions financières internationales ?**

Oui, GRAS a reçu des financements d'institutions financières internationales (investissements étrangers directs) tels que Norfund, FMO (société néerlandaise de financement pour les pays en développement) et Finnfund.<sup>20</sup> GRAS a bénéficié de plans et programmes de « reforestation » axés sur le profit et guidés par les politiques de la Banque Mondiale et de la FAO. Norfund et Finnfund ont essentiellement sauvé GRAS de la banqueroute en 2018. La Banque Mondiale a investi des millions de dollars pour promouvoir le secteur de la plantation industrielle en Ouganda et a annoncé récemment un investissement de près de USD 150 millions.<sup>21</sup>

## **4. Quels mécanismes ou instruments ces institutions financières ont-elles utilisés pour faciliter l'entrée de la société ?**

Prêts et investissements, entre autres.

## **5. S'il s'agit d'une société transnationale, quelle a été la position du gouvernement du pays d'origine de la société ? A-t-elle facilité l'entrée de la société dans le pays où elle est dénoncée ?**

L'Oakland Institute a clairement démontré le soutien indéfectible à GRAS des gouvernements suédois, norvégien et finlandais au cours de ces dernières années, même après que des preuves d'impacts sociaux et environnementaux nuisibles ont été documentées et dénoncées.<sup>22</sup> En 2020, l'Agence suédoise de l'énergie a annulé les contrats d'achat de crédits carbone en raison des impacts des plantations industrielles sur les communautés en Ouganda, y compris les expulsions de terres.<sup>23</sup>

## **6. Le lieu où l'entreprise est dénoncée, les autorités nationales et locales ont-elles favorisé l'entreprise en apportant des modifications à la législation ? Ces changements sont-ils liés à l'impunité avec laquelle l'entreprise agit ? Quelle a été la position du gouvernement national dans ce conflit ?**

Le gouvernement prend parti pour l'entreprise plutôt que pour les populations. Le gouvernement prétend que les terres étaient une réserve forestière et que les populations l'ont occupée illégalement.

<sup>19</sup> <https://www.oaklandinstitute.org/letter-erik-knive-green-resources-non-compliance-swedish-energy-agency> (9 November 2020)

<sup>20</sup> Green Resources, Annual Report 2019, <http://greenresources.no/wp-content/uploads/2019/12/Green-Resources-Annual-Report-2019.pdf> (27 February 2020)

<sup>21</sup> <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2020/04/23/world-bank-invests-1482-million-to-improve-ugandas-forest-management-and-provide-benefits-to-communities-including-refugees> (9 November 2020)

<sup>22</sup> <https://www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/green-resources-setting-record-straight.pdf> (9 November 2020)

<sup>23</sup> <https://redd-monitor.org/2020/03/11/the-swedish-energy-agency-has-stopped-buying-carbon-credits-from-green-resources-destructive-plantations-in-uganda/>, accessed 16th October 2020

## **7. Quel rôle jouent les actionnaires / propriétaires majoritaires de l'entreprise ? Quelle est la relation entre l'entreprise accusée et le gouvernement du pays en question ?**

Les actionnaires de l'entreprise défendent leurs intérêts et affirment que toutes les procédures ont été ouvertes dans le respect de la législation nationale ou conformément aux normes internationales. Ils nient systématiquement toutes les allégations d'impacts sociaux et environnementaux.<sup>24</sup> Norfund et Finnfund déclarent qu'ils soutiennent l'entreprise pour qu'elle « réalise ses objectifs financiers et de durabilité ». L'Oakland Institute rapporte qu'après son « exposé en 2014 révélant les mauvais traitements et la violence perpétrés par l'entreprise en Ouganda, l'Agence suédoise de l'énergie, seule acquéreuse des crédits carbone de Green Resource, a suspendu ses financements en 2015 et a défini 10 actions que l'entreprise devrait mener pour que les paiements soient repris. L'année suivante, l'actionnaire majoritaire de GRAS, la société mondiale d'investissement en foresterie Phaunos Timber Fund a désinvesti sa participation dans l'entreprise ».<sup>25</sup>

## **8. L'entreprise reçoit-elle des fonds publics ou privés ? De qui ?**

Le gouvernement norvégien et d'autres banques de développement, notamment l'IFC (Société financière internationale), Finnfund et la FMO, investissaient (autrefois) dans GRAS et selon le site Web de Norfund, le gouvernement norvégien est devenu, par le biais de Norfund, un actionnaire en 2018 en raison de « défis financiers » au sein de l'entreprise.<sup>26</sup> Le rapport annuel 2019 de GRAS répertorie les emprunts courants et non courants, y compris d'anciens prêts qu'elle avait reçus de l'IFC (USD 10 millions en 2009 ) et de la FMO (USD 15 millions en 2013) qui ont été pris en charge par Norfund respectivement en 2017 et 2018. L'Oakland Institute signale qu'en décembre 2018, l'investissement de Norfund avait atteint environ USD 27,8 millions et en mai 2019, Norfund a déclaré qu'il contrôlait 67 % des actions. Le financier du développement du gouvernement finlandais, Finnfund, a octroyé un prêt initial de USD 10 millions à l'entreprise en 2012, haussé à un total de USD 14,77 millions en 2018. Avec Norfund, Finnfund a converti la dette de Green Resources en actions et a acquis une participation majoritaire en juillet 2018<sup>27</sup>, sauvant essentiellement l'entreprise de la banqueroute. Le rapport annuel 2019 de GRAS indique également que GRAS a signé en avril 2019 une convention de prêt reformulé avec Norfund et Finnfund à hauteur de USD 19,5 millions, en vue de financer l'entreprise jusqu'en 2021, ce prêt devant être remboursé en août 2023.<sup>28</sup>

## **9. Un lobby ou un groupe d'intérêt s'est-il impliqué dans l'intention de favoriser l'entreprise dans le conflit ?**

Non.

## **10. Connaissez-vous des politiques, des exigences ou des procédures de l'établissement ou des établissements prêteurs qui ne sont pas respectées ?**

Aucune connaissance à ce sujet.

Ce formulaire est basé sur le «Formulaire technique pour la présentation d'une plainte contre une société transnationale » du Tribunal Permanent des Peuples, utilisé à l'occasion du Tribunal Permanent des Peuples sur les Sociétés Transnationales de l'Afrique Australe (Manzini - Johannesburg, 2016-18)

Ceci est une traduction non officielle du document original en anglais.

Date de publication: 20.11.2020



<sup>24</sup> See for example: <https://redd-monitor.org/2019/09/10/swedish-energy-agency-delays-us1-million-carbon-credit-payment-to-green-resources/>

<sup>25</sup> <https://www.oaklandinstitute.org/carbon-colonialism-failure-green-resources-carbon-offset-project-uganda> (9 November 2020)

<sup>26</sup> Norfund, "Green Resources USD, <https://www.norfund.no/investment/green-resources-usd/> accessed 27 February 2020

<sup>27</sup> Oakland Institute (2019) Evicted for Carbon Credits, [https://www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/evicted-carbon\\_0.pdf](https://www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/evicted-carbon_0.pdf)

<sup>28</sup> Green Resources, "Annual Report 2019," <http://greenresources.no/wp-content/uploads/2019/12/Green-Resources-Annual-Report-2019.pdf>, accessed 27 February 2020